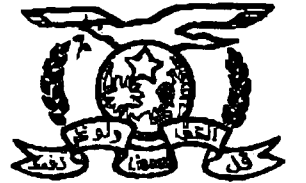


**LE**



**CAFLAME**

JOURNAL INDÉPENDANT FONDÉ PAR HABIB OULD.MAHFOUDH - ÉDITION FRANÇAISE - ONZIÈME ANNÉE - NUMÉRO 411 DU 24 SEPTEMBRE 2003 - 200 UM - 500 FCEA

# Les banques craignent la banqueroute

DT X  
Suite de 3

recupérer une partie des 20 à 30 milliards d'ouguiya qui circulent en dehors du système bancaire, amener les banques primaires à avoir une politique plus agressive pour avoir des dépôts et pousser leurs clients à avoir recours à la monnaie scripturale et, enfin, en régulant la monnaie, éviter que l'inflation n'augmente.

### Problème de mentalités

Ceux qui ont mis au point cette politique ont fait fi de certaines données structurelles avec lesquelles il fallait compter: un pays sous-développé et une société figée qui a ses comportements et ses habitudes. Et ce n'est pas à court terme qu'elle les changera ou s'en départira par un coup de baguette magique. "Ce qu'il fallait, c'était une stratégie à moyen et long termes pour faire perdre à la société certains comportements et amener les changements souhaités. Ce n'est pas en régulant la monnaie que la BCM va obliger les gens à ne plus avoir recours au cash et à payer par chèques. Certains réflexes ont la vie dure", note cet économiste.

Qu'est-ce qui s'est donc passé? Non seulement l'effet attendu n'a pas été atteint, mais il est devenu négatif. On pensait que les banques et les grandes sociétés allaient avoir recours à la monnaie scripturale. Or c'est l'inverse qui s'est produit: les grandes sociétés et même le Trésor Public refusent

d'encaisser les chèques certifiés. Les banques, elles aussi, ne donnent du cash qu'aux clients qui font des versements en espèces dans leurs comptes. Résultat: les clients ne pouvant plus avoir accès à leur argent, ont commencé à théauriser. Les ventes de coffres-forts ont atteint ces derniers mois des chiffres records.

Sur un autre plan, le marché noir et les bureaux de change, pourtant officiellement agréés mais dans l'anarchie la plus totale, qui n'acceptent que le cash et dont tous les opérateurs ont besoin pour financer leurs importations, ont désormais leur circuit parallèle qui brasse des millions voire des milliards en dehors du système bancaire.

Le plus grand échec a été enregistré au niveau de l'inflation qu'on voulait maîtriser. La BCM pensait qu'avec le dessèchement du marché, les prix à la consommation allaient baisser. Or ils ont augmenté parce qu'il faudrait que la politique monétaire soit doublée d'une politique de stabilisation du taux de change. Pour ce faire, il fallait injecter des devises sur le marché noir pour que l'offre soit suffisante et, en même temps, éviter qu'elles ne tombent entre les mains des spéculateurs. L'Euro est passé du coup de 280 à 346 ouguiyas et les prix ont augmenté dans les mêmes proportions, étant donné que près de 90% de ce que nous consommons vient de l'extérieur et est donc payé en devises.

Comme on le voit donc, aucune

mesure n'a atteint son objectif.

A qui la faute? Faut-il incriminer la banque centrale qui n'a pas su prendre les mesures qui s'imposent et qui navigue à vue malgré les dangers de la situation? Ou les bureaux de change qui prennent les devises de la BCM pour les écouler sur le marché sans qu'aucune mesure ne soit prise contre eux? Ou la libéralisation sauvage du marché de change?

En cette année électorale, donc de basse conjoncture pour 4 à 5 mois au moins, au cours de laquelle l'administration et les établissements publics tourneront au ralenti (pour causes de campagne, de visites, de réunions etc.) ainsi que ceux qui vivent à leurs crochets, la situation risque de s'aggraver à cause de la forte pression sur les liquidités.

La BCM devra donc prendre des mesures urgentes pour rétablir la confiance dans le système monétaire: fournir suffisamment de liquidités jusqu'à la fin de l'année et faire un effort supplémentaire pour stabiliser le taux de change. C'est à ce prix que les choses pourront revenir à la normale. Autrement les banques primaires, qui assurent l'intermédiation financière, risquent de mettre la clé sous le paillasson.

AHMED OULD CHEIKH